

## PRÉSIDENTIELLE 2022. Dans les Yvelines, les représentants des candidats ont débattu

L'association Avenir Dialogue et Démocratie (ADD) a organisé un débat entre les porte-paroles des candidats à la présidentielle dans les Yvelines.

Pour que le débat existe sur le plan local, l'association ADD (Avenir Dialogue et Démocratie) a invité les représentants des candidats à la présidentielle à échanger lors d'une réunion publique à Rambouillet.

Salle Patenôtre, l'ancien maire de Rambouillet et ex-député, Jean-Frédéric Poisson, porte-parole du candidat Eric Zemmour, a répondu présent. Othman Nasrou, porte-parole de Valérie Pécresse, a préféré le plateau de C8 de face à Baba. Il a laissé sa place à la sénatrice LR Marta de Cidrac. Le représentant des Jeunes avec Macron, Gaëtan Vervin, rattrapé par le Covid a laissé sa place à Marco Dos Santos, conseiller municipal de Rambouillet et représentant LREM à Rambouillet. Ils ont répondu aux questions documentées des membres de l'association ADD.



Hervé Le Gall de l'association ADD a animé le débat qui a réuni Marco Dos Santos (LREM), Jean-Frédéric Poisson (Via, la Voie du peuple) et Marta de Cidrac, sénatrice LR.

### GPA et grand remplacement

Un débat sans escarmouche, si ce n'est la question sur la GPA et l'évocation du grand remplacement. « Pensez-vous que je participe au grand remplacement ainsi que ma progéniture ? », a lancé un homme dans le public, interpellant les représentants de Zemmour et de Pécresse. « Vous savez, je participe au grand remplacement, j'ai un grand-père kabyle, une mère d'origine bulgare. Je suis parfaitement française. La France est un pays où nous avons tous des origines et c'est ce qui fait notre richesse. Vos petits-enfants sont bien

de chez nous », a répondu Marta de Cidrac (LR).

Jean-Frédéric Poisson (Reconquête !) a rétorqué : « Ce n'est pas une question de couleur de peau ou d'origine ethnique. C'est une question d'attachement à ce qui fait notre civilisation, nos traditions, notre mode de vie. Les flux migratoires successifs ne partagent pas notre civilisation et veulent imposer, dans notre pays, un mode de vie qui n'est pas le nôtre ; avec parfois des moyens brutaux qu'amplifie la démographie. Il n'y a pas d'animosité. »

Marco Dos Santos (LREM) a confié : « Je me considère, moi le premier, comme un enfant assimilé. J'ai un profond amour pour mon pays.

Des parents ont aussi le droit, contrairement à ce qu'a estimé Monsieur Zemmour, d'appeler leurs enfants, Marco par exemple... Et d'être en même temps tout à fait assimilé ». Jean-Frédéric Poisson a confié « être d'accord sur ce point, celui du choix des prénoms ».

Autre question délicate, celle sur la GPA (Gestation pour autrui). Une femme dans le public a demandé si Valérie Pécresse comptait s'y opposer : « Regardez ce qui se passe en Ukraine où des couples français attendent des enfants en GPA de femmes ukrainiennes. »

Marta de Cidrac a dit ne pas avoir voté la loi sur la PMA en tant que parlementaire mais ne s'est pas aventurée davantage sur ce terrain. « À chaque fois,

il faut cerner le sujet dans l'intérêt de l'humain. »

### Sécurité, immigration, dette

Lors des échanges, Marta de Cidrac a mis en avant la femme politique, Valérie Pécresse, « qui assume ses décisions et les met en œuvre. Elle a toujours tenu parole. Aussi va-t-elle appliquer les réformes qu'elle a annoncées même si cela ne fait pas plaisir à tout le monde », a expliqué la sénatrice en évoquant la question de la dette. Marco Dos Santos, se faisant le porte-voix des réalisations

d'Emmanuel Macron, a déclaré : « Le quoi qu'il en coûte est assumé. Il a mis à l'abri nos concitoyens et nous avons le taux de chômage le plus bas à 7,4 % ! »

Jean-Frédéric Poisson s'interroge alors : « Quel sera le prix pour les prochaines générations ? Aujourd'hui, on dépense des fleurons de notre industrie. »

Sur la question du pouvoir d'achat, Jean-Frédéric Poisson a jugé que le conflit en Ukraine « aggravait la mécanique inflationniste. Il y aura énormément de conséquences. La France n'aurait pas dû prendre parti de cette manière. Les Français sont placés devant le fait accompli. » Marta de Cidrac a énoncé les nombreuses mesures prévues par la candidate LR, notamment de « rendre 25 centimes par litre sur le carburant au Français ». Marco Dos Santos a insisté sur « la poursuite des baisses d'impôts avec celle sur les successions ».

### Stéphanie Montfermé

Les élus ont été entendus sur la sécurité et la justice. Jean-Frédéric Poisson a mis en avant le concept défendu par Eric Zemmour de défense excusable : « Il ne faut plus que les forces de l'ordre reculent quand elles sont agressées. » Pour Marta de Cidrac, Valérie Pécresse a une batterie de mesures pour répondre à la justice au quotidien avec l'augmentation de 50 %

des moyens sur 5 ans pour les tribunaux et des policiers municipaux pour toutes les communes de plus de 5 000 habitants.

Marco Dos Santos (LREM) a plaidé pour des procédures judiciaires courtes ajoutant : « ne jamais reculer contre l'islam radical. La loi s'applique partout, nos valeurs laïques et républicaines ne sont pas négociables. Emmanuel Macron va doubler la présence des forces de l'ordre sur la voie publique, créer 200 nouvelles brigades dans les territoires ruraux. A Rambouillet, le commissariat va être rénové, il y aura 27 agents supplémentaires et 9 véhicules d'intervention supplémentaires », a dit l' élu en ayant une pensée pour Stéphanie Montfermé, victime du terrorisme.

Sur la question de l'immigration, Marco Dos Santos a mis en exergue la défense des frontières avec une nouvelle force. Pour Marta de Cidrac, Valérie Pécresse est la « seule à avoir une politique réaliste sur le sujet. Tous les ans, le parlement votera un quota selon les pays d'origine ». Jean-Frédéric Poisson a défendu la proposition du candidat Zemmour sur la suppression de l'acquisition de la nationalité française par droit du sol. « Dans les circonstances où nous sommes, nous ne pouvons porter les vagues d'immigration. Ici, nous l'avons bien fait à Bonnelles quand nous avons accueilli 80 réfugiés syriens mais c'était parce que les conditions sociales étaient remplies, ce qui n'est pas le cas à l'échelle de la France ».

Philippe Cohen